

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

ONZIEME SESSION  
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 711e

SEANCE

Vendredi 14 décembre 1956,  
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour:

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de  
l'homme (*suite*)

Article 6 du projet de pacte relatif aux droits écono-  
miques, sociaux et culturels (*suite*)..... 151

**Président:** M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

**Projets de pactes internationaux relatifs aux droits  
de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III],  
A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6,  
A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/  
L.528, A/C.3/L.530, A/C.3/L.532 à 539)  
[suite]**

ARTICLE 6 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS  
ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, AN-  
NEXE I, A) [*suite*]

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur les deux amendements qui viennent d'être déposés, l'un par le Guatemala (A/C.3/L.537) et l'autre par l'Italie (A/C.3/L.539). Il appartient à la Commission de décider si, étant donné le nombre important des textes en présence, la constitution d'un groupe de travail serait opportune.

2. M. PAZHWAQ (Afghanistan) indique que plusieurs auteurs d'amendements se sont réunis officieusement avant la séance et que la formation d'un groupe de travail ne leur a pas paru s'imposer. En effet, ce groupe mettrait au point un texte nouveau qui susciterait à son tour des amendements et ferait l'objet de discussions prolongées. Il semble que la meilleure procédure soit de voter sur les divers textes dès que les délégations du Guatemala et de l'Italie auront présenté leurs propositions.

3. Mme QUAN (Guatemala), présentant son amendement (A/C.3/L.537), déclare que si l'ensemble du pacte intéresse toutes les catégories d'individus, l'article 6 vise plus particulièrement les individus en tant que travailleurs. Il serait bon que, parmi les droits qui leur sont reconnus, figure le droit à la formation et à l'orientation professionnelles. Il ne suffirait pas de faire mention de celui-ci à l'article 14, qui traite de l'éducation et de l'enseignement, car les personnes qui exercent déjà un emploi doivent pouvoir en bénéficier. La délégation du Guatemala propose donc de compléter le paragraphe 2 de l'article 6 en ajoutant, avant les mots "l'élaboration de programmes", les mots "l'orientation et la formation techniques et professionnelles". Comme le terme "techniques" figure déjà un peu plus loin dans le paragraphe 2 et risque de susciter des difficultés, Mme Quan consentirait à le supprimer le cas échéant.

Elle aimerait connaître l'opinion des autres délégations sur ce point.

4. M. MACCHIA (Italie) dit que sa délégation a présenté un amendement (A/C.3/L.539) en raison des divergences de vues qui se sont manifestées au sujet du paragraphe 2. Certaines délégations ont estimé en effet que ce paragraphe était inutile et qu'en prévoyant dans le pacte des mesures de mise en œuvre on risquait d'insister sur certaines au détriment d'autres, et d'empiéter sur le domaine des institutions spécialisées. D'autres délégations, au contraire, ont pensé que l'on ne pouvait se contenter d'énoncer dans les pactes des principes généraux, ce qui reviendrait en quelque sorte à élaborer une deuxième Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour sa part, la délégation italienne estime qu'il faut distinguer trois stades: l'affirmation d'un principe général; l'obligation de le mettre en œuvre; les mesures et moyens par lesquels les Etats pourront s'acquitter de cette obligation. Le principe général se trouve énoncé au paragraphe 1. Par conséquent, un paragraphe 2 est nécessaire pour tenir compte des deux autres stades. Mais, sous sa forme actuelle, ce paragraphe est incomplet, car il indique seulement l'obligation de mettre en œuvre le principe, mais ne précise pas de quelle façon les Etats devront s'acquitter de cette obligation. D'autre part, il n'insiste pas non plus sur la notion de possibilités économiques égales pour tous les hommes. En effet, il ne s'agit pas seulement pour les Etats de reconnaître le droit au travail; il faut encore qu'ils donnent à tout être humain la possibilité de travailler. Désormais, l'Etat ne peut plus se contenter de consacrer l'égalité du point de vue juridique; il doit intervenir, en prenant des mesures économiques et sociales, afin d'établir une égalité de fait sur le plan économique. C'est afin de mettre cette notion en lumière que l'Italie a présenté son amendement.

5. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) dit que la Commission doit s'efforcer d'élaborer un instrument qui puisse être accepté par le plus grand nombre d'Etats possible. Il ne faut pas oublier que les projets de pactes, sous leur forme actuelle, sont le fruit de cinq années de travail de la part d'un organe — la Commission des droits de l'homme — qui est composé d'experts venant de tous pays et représentant toutes les formes de gouvernement. Il semble peu probable que la Troisième Commission, qui comprend 79 membres et travaille dans les conditions défavorables de la période de l'Assemblée générale, parvienne à améliorer l'œuvre de la Commission des droits de l'homme; aussi Mme Shoham-Sharon adresse-t-elle un appel aux autres délégations, afin qu'elles fassent preuve de la plus grande circonspection en présentant des amendements.

6. De l'avis de la délégation israélienne, on accélérerait l'élaboration des pactes, et partant leur mise en œuvre, si, ainsi qu'elle l'a suggéré à des sessions antérieures, on en confiait la rédaction finale à une conférence internationale de plénipotentiaires, comme on l'a fait pour la Convention supplémentaire relative à l'es-

clavage ou la Convention relative au statut des réfugiés. De cette façon, on permettrait des négociations directes entre des gouvernements qui, en principe, sont déjà disposés à adhérer aux pactes, alors qu'au sein de la Commission les gouvernements qui n'ont pas l'intention de le faire ont les mêmes possibilités que les autres d'influencer la rédaction finale de ces instruments. Toutefois, si la Commission doit continuer à examiner les projets de pactes article par article, Mme Shoham-Sharon attire l'attention des membres sur le paragraphe 29, annexe II, du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Elle suggère en conséquence de créer un certain nombre de groupes de travail qui s'occuperaient chacun de certains articles et communiqueraient les résultats de leurs travaux à la Commission pour décision finale. Par exemple, un groupe pourrait étudier les articles 6, 7 et 8, qui portent sur le droit au travail; un autre les articles 9 et 10, qui traitent de la sécurité sociale, etc. Une telle méthode permettrait de terminer, à la présente session de l'Assemblée générale, l'examen de l'un des projets de pactes au moins, comme de nombreuses délégations en ont exprimé le désir.

7. Passant ensuite à l'article 6 et aux amendements qui y ont trait, Mme Shoham-Sharon déclare que sa délégation aurait été prête à voter pour cet article sous sa forme actuelle, car il est conforme à la législation en vigueur dans son pays.

8. En ce qui concerne les amendements présentés par l'Afghanistan (A/C.3/L.530), la délégation israélienne appuiera l'amendement 1, *a*, qui concerne le paragraphe 1 de l'article 6. L'amendement 2, *a*, qui tend à insérer les mots "social et culturel" au paragraphe 2, ne lui paraît pas entièrement justifié; sa délégation ne pourrait, en tout cas, appuyer que l'addition du mot "social". Quant à l'amendement 2, *b*, elle ne pourra l'appuyer, car elle préfère voir subsister le mot "fondamentales".

9. La délégation israélienne votera en faveur de l'amendement grec (A/C.3/L.536). L'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1) lui paraît lié à celui du Royaume-Uni (A/C.3/L.534). Si ce dernier amendement est rejeté, et si par conséquent le paragraphe 2 est maintenu, l'amendement polonais sera inutile; si toutefois il est mis aux voix, la délégation israélienne, estimant qu'il faut faire mention dans un projet de pacte des mesures de mise en œuvre, se prononcera en sa faveur.

10. Tout en comprenant les craintes qu'éprouve le représentant de l'Espagne, la délégation israélienne ne partage pas entièrement ses vues. Toutefois, elle appuiera l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) et, s'il est adopté, elle pourra appuyer également l'amendement de l'Espagne (A/C.3/L.533). En revanche, elle ne pourra se prononcer en faveur de l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537), qui, à son avis, donne une trop grande importance à un facteur secondaire. Elle comprend fort bien la fin à laquelle tend l'amendement de l'Italie (A/C.3/L.539), mais elle estime que le paragraphe 2 de l'article 6, sous sa forme actuelle, exprime de façon plus positive la même idée.

11. M. PONCE (Equateur) déclare que sa délégation aurait pu accepter l'article 6 sous sa forme actuelle, car il est conforme à la législation équatorienne qui garantit le droit au travail. En outre, le texte de cet article est le résultat du travail accompli par la Commission des droits de l'homme, qui s'est toujours efforcée de réaliser un compromis entre les diverses tendances qui se manifestent dans les différents pays. A cet égard, il se joint à l'appel adressé par la délégation israélienne afin que

les membres de la Commission fassent preuve de la plus grande circonspection en présentant des amendements.

12. En ce qui concerne les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.530), sa délégation se prononce en faveur de la suppression du premier membre de phrase du paragraphe 1. En effet, dans les instruments internationaux, il faut veiller à énoncer les principes sous une forme aussi concise que possible et éviter au maximum d'entrer dans des explications. En revanche, la délégation équatorienne ne pourra appuyer l'amendement 1, *b*, de l'Afghanistan, car, en remplaçant, dans le paragraphe 1, les mots "c'est-à-dire" par le mot "et", on modifierait le sens de ce paragraphe et l'on établirait une distinction entre deux droits, alors qu'en réalité il s'agit uniquement du droit au travail. Il vaut mieux, comme le propose l'amendement grec (A/C.3/L.536), remplacer "c'est-à-dire" par "qui comprend"; aussi sa délégation appuiera-t-elle cet amendement. Elle appuiera également l'amendement 2, *a*, de l'Afghanistan, attendu qu'en ajoutant au paragraphe 2 les mots "social et culturel" on complètera la pensée exprimée dans cet article. La délégation équatorienne n'appuiera pas l'amendement 2, *b*, de l'Afghanistan. Si l'on veut énoncer certaines libertés plutôt que d'autres, il vaudrait mieux conserver le mot "fondamentales" et supprimer les mots "politiques et économiques".

13. L'amendement présenté par l'Espagne (A/C.3/L.533) lui paraît entièrement justifié. Il n'y a pas lieu de craindre qu'en supprimant les mots "si elle le désire" on puisse créer la possibilité de travail forcé, raison qui a poussé la Commission des droits de l'homme à inclure ces mots dans le texte. L'article précise clairement qu'il s'agit de la reconnaissance d'un droit, d'une faculté reconnue à l'individu et que celui-ci peut exercer ou non, selon sa volonté. La délégation équatorienne appuiera l'amendement colombien (A/C.3/L.535), qui complète utilement le texte du paragraphe 1. Comme l'a fait remarquer la représentante d'Israël, l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1) est étroitement lié à l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534). Si ce dernier amendement était accepté, et par suite le paragraphe 2 actuel supprimé, il serait alors parfaitement logique d'adopter l'amendement polonais. Dans le cas contraire, l'amendement polonais serait superflu. De toute façon, la délégation équatorienne estime qu'il faut faire mention dans le pacte des mesures de mise en œuvre et préciser les obligations des Etats vis-à-vis de leurs ressortissants et vis-à-vis des autres parties contractantes. Si l'on supprimait le paragraphe 2, tout lien juridique entre les parties contractantes disparaîtrait. Pour ces raisons, sa délégation ne pourra accepter l'amendement du Royaume-Uni.

14. La délégation équatorienne appuiera l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537), car la formation professionnelle lui paraît indispensable afin que soient créées des conditions propres à permettre l'exercice du droit au travail.

15. Bien que l'amendement de l'Italie (A/C.3/L.539) présente un grand intérêt, la délégation équatorienne craint que l'article 6 ne soit pas la place la mieux indiquée pour énoncer l'idée contenue dans l'amendement, laquelle n'intéresse pas exclusivement le droit au travail, mais aussi d'autres droits.

16. M. PUDLAK (Tchécoslovaquie) se félicite que la Commission ait abordé l'examen du projet de pacte par l'article 6. Le droit au travail présente en effet une importance exceptionnelle, car on ne saurait concevoir la mise en œuvre des autres droits énoncés dans le pacte sans la garantie du droit au travail.

17. Les conditions qui régnaient en Tchécoslovaquie avant la deuxième guerre mondiale, où le chômage atteignait des proportions extrêmement graves, montrent à quel point est illusoire la liberté de choix du travail si le droit au travail n'est pas garanti, non seulement par la Constitution, mais aussi par des mesures économiques et sociales indispensables. Grâce à de telles mesures, le chômage a été complètement éliminé en Tchécoslovaquie après la deuxième guerre mondiale et le droit au travail se trouve garanti à l'article 26 de la Constitution. Pour ces raisons, la délégation tchécoslovaque est entièrement favorable à la présence, dans le pacte, d'une disposition garantissant également ce droit sur le plan international.

18. La délégation tchécoslovaque estime que les dispositions de l'article 6, sous sa forme actuelle, sont acceptables, et pourtant certains points gagneraient à être précisés. Toutefois, elle n'a pas l'intention de proposer d'amendement, parce que, d'une part, certains de ceux qui sont déjà déposés s'accordent avec ses vues et, d'autre part, parce qu'elle reconnaît que la rédaction finale du pacte doit être le résultat d'un compromis.

19. En ce qui concerne les divers amendements, M. Pudlák déclare que celui du Royaume-Uni (A/C.3/L.534) aurait pour conséquence d'affaiblir sensiblement la portée de l'article 6, car le droit au travail ferait alors l'objet d'une simple déclaration et ne serait plus garanti par la stipulation de mesures concrètes. Étant donné que la délégation britannique n'a pas fait valoir d'arguments de fond, mais qu'elle a présenté sa proposition plutôt comme une modification de forme, et étant donné d'autre part que de nombreuses délégations se sont prononcées en faveur du maintien de ce paragraphe, il espère que la délégation britannique n'insistera pas sur son amendement. Toutefois, s'il était mis aux voix, la délégation tchécoslovaque se verrait obligée de voter contre.

20. En revanche, elle pourra appuyer l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1), qui est pleinement justifié quant au fond et constitue, du point de vue de la forme, une transition heureuse entre les deux paragraphes de l'article.

21. La délégation tchécoslovaque votera en faveur de tous les amendements qui visent à garantir autant que possible le droit au travail, ou qui permettront d'améliorer la rédaction de l'article 6.

22. M. DIAZ CASANUEVA (Chili), commentant l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537), fait observer que l'insertion des termes proposés dans le paragraphe 2 nuirait à l'harmonie juridique des pactes. Il vaut mieux ne pas mentionner une question particulière comme l'orientation et la formation professionnelles avant la question générale du développement économique, qui est au premier plan des préoccupations des Nations Unies. Sans doute serait-il préférable de faire figurer le texte de l'amendement à l'alinéa c de l'article 7.

23. La délégation chilienne souligne que le paragraphe 2 complète logiquement les dispositions précédentes, car il énonce les obligations qui découlent de la reconnaissance du droit au travail consacré au paragraphe 1. Ces obligations imposeront de lourdes charges aux pays dont les ressources sont limitées, mais ceux-ci n'en comptent pas moins, on doit le constater, parmi les partisans résolu du maintien du paragraphe 2. Pour des raisons de bonne technique juridique, il paraît difficile de modifier le paragraphe 2 comme le propose le représentant de l'Italie. Son amendement (A/C.3/L.539) vise, en effet, à abolir toute discrimination dans le do-

main social ou économique et s'incorporerait plus aisément dans d'autres articles du pacte.

24. M. AZNAR (Espagne), constatant que l'amendement colombien (A/C.3/L.535) a trouvé un accueil favorable auprès de nombreuses délégations, suggère au représentant de la Colombie d'ajouter dans le texte original de son amendement le mot "fondamental" après le mot "droit".

25. M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie) est heureux d'accepter la modification suggérée par le représentant de l'Espagne et précise que le texte de son amendement est désormais le suivant :

"1. Les Etats parties au Pacte reconnaissent le droit fondamental de toute personne au travail, c'est-à-dire à la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté."

26. M. MASSOUD-ANSARI (Iran) tient à préciser la position de sa délégation à l'égard des divers amendements dont la Commission est saisie.

27. Examinant, en premier lieu, les modifications concernant le paragraphe 1 de l'article 6, il indique que l'amendement 1, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) lui donne toute satisfaction. Quel que soit l'avantage de l'affirmation selon laquelle le travail est à la base de toute entreprise humaine, il ne semble pas qu'elle soit à sa place dans un article de fond. Il serait plus indiqué de l'incorporer au préambule. En outre, des difficultés risquent de naître du manque de précision des termes employés. Dans ces conditions, et dans l'intérêt même d'une bonne technique juridique, la délégation iranienne votera pour la suppression du membre de phrase en question.

28. Il est probable que l'on pourrait supprimer les mots "si elle le désire", comme le demande le représentant de l'Espagne (A/C.3/L.533), sans pour autant risquer de légitimer le travail forcé ou obligatoire; le texte vise d'ailleurs "un travail librement accepté". Cependant, étant donné que certains Etats tiennent à ce que l'article 6 reconnaisse expressément la liberté de l'individu dans le choix du travail, sa délégation ne s'opposerait pas au maintien des mots en question. Elle s'abstiendra donc lors du vote sur l'amendement espagnol.

29. Le représentant de l'Iran votera pour l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535) et pour l'amendement de la Grèce (A/C.3/L.536).

30. Il n'a aucune objection à formuler contre l'amendement présenté par la Pologne (A/C.3/L.532, point 1), à condition qu'il soit judicieusement placé dans le texte.

31. Passant aux amendements relatifs au paragraphe 2, M. Massoud-Ansari reconnaît, à propos de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534), que l'article 2 du projet mentionne déjà les mesures que les Etats parties au pacte s'engagent à prendre pour assurer la mise en œuvre des droits et que, de ce point de vue, la suppression du paragraphe 2 se justifierait assez bien. Mais il serait à craindre que cette suppression ne diminue, dans une large mesure, les garanties que les Etats doivent accorder aux individus en la matière. Les pactes ne doivent pas se borner à énoncer des droits; ils doivent prévoir la garantie de leur exercice, c'est-à-dire, en fait, des mesures pratiques comme celles qui sont visées au paragraphe 2. De plus, on ne doit pas oublier que l'article a été mis au point par la Commission des droits de l'homme après un examen minutieux et qu'elle a jugé bon de lui donner deux paragraphes. Dans ces conditions, la délégation iranienne est favorable au maintien du paragraphe 2.

32. M. Massoud-Ansari étudie ensuite les derniers amendements dont la Commission a été saisie. Il fait observer que la proposition du Guatemala (A/C.3/L.537) serait probablement plus à sa place à l'article 7, car elle porte sur un point particulier. Il considère que l'amendement italien (A/C.3/L.539) s'éloigne beaucoup du texte actuel du paragraphe 2 puisqu'il ne mentionne même pas le droit au travail. La délégation iranienne réserve donc sa position à l'égard de cet amendement.

33. M. MARRIOTT (Australie), présentant les observations de sa délégation sur les divers amendements à l'article 6, examine tout d'abord les amendements de l'Afghanistan (A/C.3/L.530). En ce qui concerne l'amendement 1, *a*, il reconnaît que l'on pourrait longuement discuter la question de savoir si les mots "Le travail étant à la base de toute entreprise humaine" sont vraiment à leur place au début du paragraphe 1. La délégation australienne n'ayant pas sur ce point une attitude systématique ne s'opposera pas à la suppression du membre de phrase en cause.

34. Si l'amendement 2, *a* était accepté, les Etats seraient obligés, afin d'assurer le plein exercice du droit au travail, d'aller jusqu'à adopter des programmes, des politiques et des techniques propres à assurer un développement culturel constant. Ainsi, c'est l'ensemble de l'activité humaine qui ferait l'objet d'une planification complète et c'est dans tous les domaines et à l'échelle nationale que l'action des pays devrait s'exercer. On ne doit pas oublier, pourtant, la portée exacte du paragraphe 2 de l'article 6: il a essentiellement pour but d'affirmer et de garantir le droit au travail tel qu'il est défini au paragraphe 1; il ne doit pas chercher à présenter un résumé de presque tous les droits énoncés dans les autres articles du projet de pacte. Un tel résumé serait inutile, car, s'il est vrai que la mise en œuvre du droit au travail suppose la mise en œuvre de tous les autres droits, ceux-ci sont consacrés dans d'autres dispositions que les Etats parties au pacte s'engageront également à appliquer. Dans ces conditions, l'amendement 2, *a*, n'apparaît ni nécessaire ni même souhaitable. Il en est de même d'ailleurs de l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537).

35. La délégation australienne ne pense pas que l'amendement 2, *b*, de l'Afghanistan améliorerait le texte du paragraphe 2. Il est difficile de déterminer les "libertés fondamentales" et il le serait tout autant de préciser ce que l'on entend par "toutes les libertés politiques et économiques". Le représentant de la Yougoslavie a suggéré que l'on remplace le dernier membre de phrase par l'expression "tous les droits consacrés dans les pactes". Ce libellé aurait certainement l'avantage d'être moins imprécis. Néanmoins, M. Marriott n'est pas convaincu qu'il soit vraiment nécessaire de rappeler sommairement dans l'article 6 l'obligation qui s'impose aux Etats de sauvegarder la jouissance des droits ou libertés énoncés dans d'autres dispositions.

36. Passant à l'examen de l'amendement proposé par la Grèce (A/C.3/L.536), M. Marriott ne voit pas d'objection grave à ce que l'on rapporte l'adjectif "fondamental" aux mots "droits au travail", mais il éprouve des doutes quant à l'opportunité de l'expression "qui comprend". Selon le représentant de la Grèce, c'est, semble-t-il, le droit au travail qui est fondamental et non le droit d'avoir la possibilité de travailler, le second faisant partie intégrante du premier. Pourtant, il est certain que, pour les auteurs du projet de pacte, le droit au travail est un, et que le membre de phrase commençant par "c'est-à-dire" tend non pas à introduire une notion nouvelle, mais bien à préciser celle du droit

au travail. La formule du représentant de la Grèce implique que le droit au travail comprend autre chose que le droit pour toute personne d'avoir la possibilité de travailler. Si tel est le cas, il faudrait indiquer quels sont les autres éléments et, par conséquent, donner une définition exhaustive. La délégation australienne s'opposera donc à l'amendement grec, à moins qu'on ne puisse la convaincre de l'insuffisance de la formule qui figure dans le projet de pacte. Elle constate d'ailleurs, avec un certain étonnement, qu'après avoir admis que le droit au travail était en réalité un droit distinct, autre que le droit d'obtenir la possibilité de travailler, le représentant de l'Afghanistan a accepté le texte grec, qui exprime une opinion différente.

37. M. Marriott réserve la position de sa délégation en ce qui concerne l'amendement présenté par l'Espagne (A/C.3/L.533). S'il estime que le paragraphe 1 doit exclure toute possibilité de pratiques comme le travail forcé, il ne pense pas que la suppression proposée par la délégation espagnole puisse avoir un effet contraire. Le texte de l'article précise, en effet, que le travail doit être "librement accepté".

38. La délégation de l'Australie ne peut prendre position, au stade actuel des débats, sur l'amendement de la Colombie (A/C.3/L.535). La notion de libre acceptation implique déjà la possibilité de choix. On peut se demander, à ce sujet, quelle serait l'ampleur des obligations assumées par les Etats parties si l'amendement était adopté et s'ils seraient obligés de fournir plusieurs possibilités d'emploi à un individu donné. La conjonction "ou" pourrait justifier une interprétation restrictive.

39. La délégation de l'Australie est opposée à l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1), aux termes duquel les parties au pacte s'engageraient à prendre des mesures appropriées pour sauvegarder le droit au travail; il s'agit là d'une méthode toute différente de celle qui est prévue au paragraphe 2 concernant les mesures que les parties prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit; les deux méthodes sont même contradictoires. L'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534) a provoqué des objections que la délégation australienne a parfois de la difficulté à comprendre. On a dit que la suppression du paragraphe 2 affaiblirait considérablement le pacte. A ce propos, le représentant de la Chine a très justement souligné l'importance des dispositions de la deuxième partie du projet de pacte.

40. L'amendement 2, *a*, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530) est inutile; on peut d'ailleurs se demander si la disposition originale elle-même est indispensable, car la notion de développement économique constant est loin d'être définie avec précision et les dispositions de l'article 12 supposent à priori un tel développement. La deuxième obligation imposée aux Etats est de prendre des mesures destinées à assurer un plein emploi productif; cette disposition n'est pas indispensable non plus puisque le droit de toute personne à la possibilité de gagner sa vie, qui est énoncé au paragraphe 1, présume évidemment l'existence du plein emploi. Si le mot "productif" était vraiment important, il aurait été introduit au paragraphe 1, où l'on aurait alors précisé que chacun doit pouvoir gagner sa vie "par un travail productif". En cas de suppression du paragraphe 2, on pourrait d'ailleurs envisager une modification dans ce sens. La seule disposition du paragraphe 2 qui présente une certaine importance est donc la nécessité "d'assurer le plein exercice" du droit au travail. Si l'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 1) au paragraphe 1 se lisait: "et prendront des mesures



appropriées en vue d'assurer le plein exercice de ce droit", toutes les stipulations utiles de l'article 6 seraient sauvegardées et l'on pourrait alors supprimer sans inconvénient le paragraphe 2.

41. La délégation australienne comprend les intentions qui ont inspiré l'amendement italien (A/C.3/L.539), mais elle croit que ses termes dépassent le cadre de l'article 6. La suppression des obstacles qui limitent la liberté et l'égalité des individus est l'idée même sur laquelle repose l'ensemble du pacte; cette disposition devrait trouver sa place dans une autre partie de cet instrument.

42. M. BRENA (Uruguay) estime que la question posée par la représentante d'Israël est une "question préalable" et qu'elle devrait être traitée en conséquence. Si la délégation d'Israël présente une proposition formelle, la délégation de l'Uruguay sera toute disposée à l'appuyer.

43. La situation est relativement claire en ce qui concerne le paragraphe 1. Les amendements de la Grèce (A/C.3/L.536) et de la Colombie (A/C.3/L.535) sont très proches et il sera facile à la Commission de se prononcer à leur sujet. En revanche, le paragraphe 2 pose un problème ardu. Le Royaume-Uni s'y oppose pour des raisons de logique; pour sa part, M. Brena le juge indispensable, puisque c'est la seule disposition du projet de pacte qui traite du développement économique et du plein emploi. Le problème du chômage est si grave pour tous les pays qu'il est bon que les Etats s'engagent à prendre des mesures d'ordre technique pour le combattre en intensifiant la production. Une mention générale suffit; le pacte est un instrument intermédiaire entre la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme — qui énoncent les principes fondamentaux intéressant les droits de l'homme — et les conventions internationales du travail, qui définissent certains de ces droits de façon concrète et détaillée. La formule proposée par l'Italie (A/C.3/L.539) est intéressante, mais elle a un caractère négatif; M. Brena suggère qu'elle soit complétée par une disposition positive. Il semble donc, étant donné la situation, que la création d'un groupe de travail soit indispensable. M. Brena espère que la Commission se prononcera pour cette solution.

44. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) dit que, dans son intervention précédente, elle n'a pas voulu faire une proposition formelle, mais seulement suggérer la création d'un certain nombre de groupes de travail qui étudieraient simultanément les différents articles du projet de pacte. Un changement radical de procédure s'impose si la Commission veut réellement progresser. La délégation israélienne accueillera toute modification de nature à améliorer la suggestion qu'elle a présentée; elle pense que la question de la procédure à suivre devrait être réglée dès que la Commission en aura terminé avec l'article 6.

45. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) dit que sa délégation était prête à voter pour le texte de l'article 6. Après avoir entendu les différentes vues exposées, elle a décidé d'accueillir favorablement un certain nombre d'amendements, notamment ceux de la Grèce (A/C.3/L.536), de l'Espagne (A/C.3/L.533) et de la Colombie (A/C.3/L.535), en espérant toutefois que ces délégations seront en mesure de présenter prochainement un texte commun à la Commission. La délégation de la République Dominicaine votera également pour l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 1), qui énonce plus clairement l'obligation des Etats de prendre les mesures nécessaires pour garantir le droit

au travail. L'amendement du Guatemala (A/C.3/L.537) est de nature à améliorer le paragraphe 2, bien qu'il puisse trouver plus logiquement sa place dans un autre article du pacte. Mlle Bernardino votera également pour l'amendement 2, a, de l'Afghanistan (A/C.3/L.530), encore que ses dispositions soient déjà contenues implicitement dans le paragraphe 2. Elle s'abstiendra au sujet de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.3/L.534), car le paragraphe 2 complète utilement l'article 6. Le nouveau paragraphe 2 proposé par l'Italie (A/C.3/L.539) est plus faible que le texte original; Mlle Bernardino ne pourra pas voter en sa faveur. La représentante de la République Dominicaine tient enfin à appuyer la suggestion du représentant de l'Uruguay tendant à créer un groupe de travail chargé de combiner les divers amendements présentés.

46. M. BAROODY (Arabie Saoudite) pense qu'il conviendrait de clore la liste des orateurs.

47. Le PRESIDENT déclare qu'il a l'intention de le faire à la fin de la séance. Il faudrait que la Commission prenne rapidement une décision au sujet de la création du groupe de travail.

48. M. RIVAS (Venezuela) croit que si les représentants de la Grèce, de la Colombie et de l'Espagne s'entendaient pour combiner leurs amendements, il ne serait pas nécessaire de créer un groupe de travail.

49. M. BAROODY (Arabie Saoudite) est persuadé que la Commission est en mesure de se prononcer sans plus attendre sur les divers textes dont elle est saisie. La constitution d'un groupe de travail pourrait créer un précédent dangereux; au lieu de se borner à faire la synthèse des diverses propositions, les membres de ce groupe pourraient être tentés d'avancer des idées nouvelles, ce qui provoquerait de nouvelles discussions; en outre, cette procédure reviendrait à nier indirectement l'utilité de la Commission des droits de l'homme.

50. M. MACCHIA (Italie) est heureux des diverses suggestions qui ont été présentées au sujet de l'amendement de sa délégation (A/C.3/L.539). La plupart lui paraissent acceptables et pourraient être incorporées dans le texte de l'amendement; il est prêt à étudier toute procédure qui pourrait être proposée pour parvenir à ce résultat.

51. M. AZNAR (Espagne) pense que les représentants de la Colombie, de la Grèce, de l'Afghanistan, du Guatemala, de la Pologne et lui-même pourraient étudier la possibilité de présenter un texte unique.

52. M. MUFTI (Syrie) estime qu'il n'est pas nécessaire de préparer un tel texte, ni de créer un groupe de travail. Il vaudrait mieux procéder immédiatement au vote sur les différents textes.

53. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à voter d'abord sur la création du groupe de travail.

54. M. PAZHWAQ (Afghanistan) et M. BAROODY (Arabie Saoudite), prenant la parole pour une motion d'ordre, soulignent qu'un tel vote n'est pas indispensable.

55. Le PRESIDENT déclare qu'une décision de la Commission est souhaitable pour mettre fin au débat et met aux voix la proposition visant la création d'un groupe de travail.

*Par 28 voix contre 15, avec 14 abstentions, la proposition est rejetée.*

56. Le PRESIDENT déclare close la liste des orateurs.

La séance est levée à 13 h. 15.